



**PRÉFET  
DE LA  
CHARENTE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
Nouvelle-Aquitaine**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE**  
**Installations classées pour la protection de l'environnement**

**TESSERON COGNAC**

**Installations de préparation et stockage de vins, de distillation et de stockage d'alcools  
de bouche d'origine agricole – commune de CHATEAUNEUF-SUR-CHARENTE**

Le préfet de la Charente  
Officier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 modifié relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2250 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2251 (préparation, conditionnement de vins) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisé relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 08 avril 2009 fixant des prescriptions complémentaires à la SA TESSERON pour l'exploitation d'une distillerie et d'un stockage d'alcool de bouche sur le site de «boulevard Pelisse» commune de CHATEAUNEUF-SUR-CHARENTE ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 août 2024 portant prescriptions complémentaires en lien avec la demande d'enregistrement présentée le 6 juin 2024 par la société TESSERON COGNAC, pour l'enregistrement d'une installation de préparation et de conditionnement et de stockage de vins (rubrique 2251) ;

**Vu** l'étude de dangers de l'établissement datant d'avril 2019 et mise à jour en décembre 2025 ;

**Vu** la demande de compléments de l'inspection datée du 5 avril 2024 sur l'étude de dangers dans sa version d'avril 2019 ;

**Vu** le porter à connaissance datant de décembre 2025 portant sur diverses modifications sur site (retrait de certaines parcelles d'exploitation, déclassement de certains chais...);

**Vu** le rapport du 05/02/2026 de l'inspection des installations classées proposant des prescriptions techniques découlant de l'instruction du porter à connaissance et de l'étude de dangers dans leurs versions de décembre 2025 ;

**Vu** la transmission par courriel le 06/02/2026 du projet d'arrêté à l'exploitant dans le cadre du contradictoire ;

**Vu** le retour de l'exploitant en date du 10 et du 11/02/2026 sur le projet d'arrêté préfectoral ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2025 donnant délégation de signature à Mme Nathalie CLARENC, sous-préfète de l'arrondissement de Cognac, et organisant sa suppléance ;

**Considérant** qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

**Considérant** que le porter à connaissance susvisé de décembre 2025 sollicite les modifications suivantes :

- suppression de la parcelle 0026 du périmètre d'exploitation du site, compte tenu de l'arrêt de stockage d'alcools dans les chais et du retrait des matières combustibles ;
- suppression de la référence aux parcelles 0004 et 0041 du périmètre d'exploitation « à la suite d'une erreur d'identification dans le dossier d'autorisation, celles-ci n'ont jamais appartenu à l'emprise ICPE du site étant des parcelles propriétés d'habitations voisines » ;
- ajout de la parcelle 128 au périmètre d'exploitation récemment acquise notamment pour le parking du personnel et la création du réseau « effluents » du site avec l'ajout d'une rétention étanche déportée ;
- création d'une rétention pour le stockage de vins extérieur et la mise à jour des capacités de stockage d'alcools ;

**Considérant** que les modifications sus-citées sont considérées comme notables et non substantielles en application du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'en conséquence, il y a lieu de prescrire, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, des dispositions complémentaires pour acter les modifications sollicitées ;

**Considérant** que l'étude de dangers dans sa version de décembre 2025 susvisée démontre que des effets thermiques affectent des locaux / bâtiments occupés par des tiers provenant de l'incendie du bloc 3 (cf. phénomène dangereux 3 de l'EDD supra) ;

**Considérant** qu'en application des dispositions de l'arrêté préfectoral d'avril 2009 susvisé, il convient de prescrire des mesures pour répondre aux dispositions de l'article 6.2.2.2 de ce même arrêté ;

**Considérant** qu'à cet effet, il y a lieu de prescrire, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, la mise en œuvre de mesures de maîtrise des risques additionnelles pour supprimer les effets thermiques létaux et létaux significatifs dans les zones où des tiers sont présents ;

**Considérant** que lors du contradictoire, l'exploitant a sollicité un délai complémentaire pour produire les éléments complémentaires de justification de l'acceptabilité du risque et que ce délai est accordé par l'inspection ;

**Considérant** que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

**Sur** proposition de la sous-préfète de l'arrondissement de Cognac ;

## ARRÊTE

### Article 1 - Titulaire de l'autorisation

La société TESSERON COGNAC, SIRET n° 905 520 490 00012, dont le siège social est situé 2 BOULEVARD CHARLES FRANC 16120 CHATEAUNEUF-SUR-CHARENTE, autorisée à exploiter une distillerie et un stockage d'alcool de bouche à cette même adresse, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

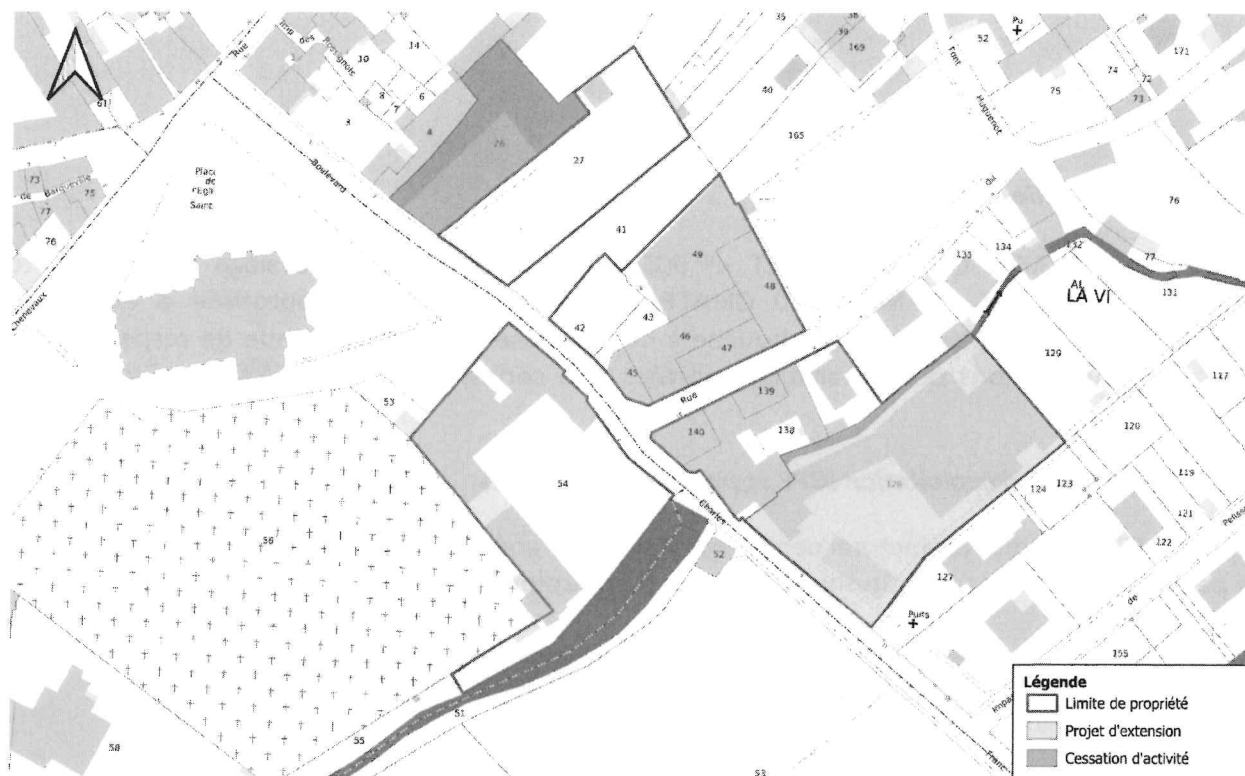
### Article 2 - Périmètre d'exploitation ICPE et parcelles cadastrales

L'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 août 2024 susvisé est abrogé.

Les parcelles cadastrales constitutives du périmètre d'exploitation ICPE autorisé sont les suivantes :

COMMUNE	DPT	N° DE PARCELLE	N° DE SECTION	SURFACE EN M2
Châteauneuf sur Charente	16	0045	AL	91
Châteauneuf sur Charente	16	0138	AL	732
Châteauneuf sur Charente	16	0043	AL	92
Châteauneuf sur Charente	16	0042	AL	348
Châteauneuf sur Charente	16	0139	AL	101
Châteauneuf sur Charente	16	0046	AL	405
Châteauneuf sur Charente	16	0128	AL	2 897
Châteauneuf sur Charente	16	0027	AL	1 589
Châteauneuf sur Charente	16	0140	AL	154
Châteauneuf sur Charente	16	0044	AL	35
Châteauneuf sur Charente	16	0049	AL	661
Châteauneuf sur Charente	16	0054	AL	2 969
Châteauneuf sur Charente	16	0048	AL	321
Châteauneuf sur Charente	16	0047	AL	202
Total				10 597

Le périmètre d'exploitation ICPE autorisé est représenté par le plan ci-dessous :



### Article 3 - Consistance des installations

L'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 août 2024 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

L'établissement est composé des installations / équipements suivants :

- Distillerie composée de 8 alambics de 25 hl de charge alimentés au gaz naturel de ville ;
- 3 cuves de stockage extérieures de vins d'une capacité maximale cumulée de 2112 hl ;
- Plusieurs chais de stockage d'alcools tels que décrits ci-dessous : On entend par chai de distillation, le chai attenant à la distillerie destiné à recevoir les eaux-de-vie nouvellement distillées :

Désignation du chai	Type et caractéristiques du stockage	Surface en m <sup>2</sup>	QSP en m <sup>3</sup>
Chai Coubret	Fûts	128,26 m <sup>2</sup>	70
Chai Testard	Fûts	113,74 m <sup>2</sup>	45
Chai 5	Fûts et tonneaux	55,08 m <sup>2</sup>	27
Chai 6	Fûts et tonneaux	63,24 m <sup>2</sup>	32
Chai 7	Fûts et tonneaux	39 m <sup>2</sup>	23
Chai 8	Fûts	86 m <sup>2</sup>	20
Chai 9	Fûts et tonneaux	175 m <sup>2</sup>	87

Chai 10	Fûts et tonneaux	296 m <sup>2</sup>	118
Chai 11	Fûts et cuves inox	153,75 m <sup>2</sup>	27
Chai 15	Fûts et tonneaux	143 m <sup>2</sup>	117
Chai 16	Fûts et tonneaux	387,6 m <sup>2</sup>	232
Chai entrée - distillation	Cuves inox	111,6 m <sup>2</sup>	10
Cave 1	Bonbonnes verre (contenance individuelle de 20 litres)	150 m <sup>2</sup>	7
Cave 2	Bonbonnes verre (contenance individuelle de 20 litres)	46,2 m <sup>2</sup>	24
Cave 3	Bonbonnes verre (contenance individuelle de 20 litres)	103,75 m <sup>2</sup>	23

Les anciens chais référencés 12, 13 et 14 de l'arrêté préfectoral du 08/04/2009 susvisé sont déclassés et aucun stockage d'alcools ne peut y être présent.

#### **Article 4 - Fosse d'extinction / bassin étouffoir**

Les dispositions de l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 août 2024 susvisé sont complétées avec la précision suivante :

Tous les chais de stockage d'alcools sont raccordés à la fosse d'extinction (ou bassin étouffoir), située en amont de la rétention déportée d'au moins 1200 m<sup>3</sup>, à une capacité minimale de 129 m<sup>3</sup>. A proximité de la fosse d'extinction, un extincteur mobile sur roue d'une capacité minimale de 50 kg est présent.

L'exploitant réalise un aménagement pour permettre le contrôle visuel de la rétention déportée.

#### **Article 5 - Détection liquide dans les chais de stockage d'alcools**

Dans les chais de stockage d'alcools, un système de détection liquide, en point bas des chais et judicieusement positionné, est mis en place afin de détecter le plus rapidement possible un écoulement accidentel à maîtriser. Ce système de détection est associé à un système de reports d'alarmes permettant d'alerter le personnel exploitant et la télésurveillance. Des consignes et des moyens (kits absorbants...) sont mis en place pour permettre d'intervenir rapidement et limiter la surface d'épandage au strict minimum.

#### **Article 6 - Maison d'habitation interne au périmètre ICPE**

Une ancienne maison d'habitation est présente dans le périmètre ICPE autorisé ; celle-ci se trouve dans la zone du site à proximité des bureaux et de la distillerie. Cette maison doit rester vide en toutes circonstances de toutes occupations humaines. Autrement dit, aucun habitant permanent ne peut y résider.

#### **Article 7 - Démarche de réduction du risque affectant des zones où des tiers sont exposés (locaux / bâtiments à usage d'habitation, parkings, cimetière...)**

Sous un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet un complément d'étude de dangers pour définir les dispositions techniques et/ou organisationnelles – mesures de maîtrise des risques (MMR) à mettre en œuvre pour limiter ou supprimer les impacts de zones où des tiers sont exposés à des effets létaux et/ou létaux significatifs.

Les MMR techniques et/ou organisationnelles retenues dans ce cadre répondent à la définition d'une MMR au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 modifié susvisé (par exemple en passant par la réduction des stockages d'alcools dans les chais et/ou la modification des stockages d'alcools dans les chais et/ou le renforcement des dispositions constructives des murs coupe-feu des zones du bloc 3 et/ou l'installation d'un système de refroidissement pour réduire le rayonnement thermique...).

L'exploitant propose à l'inspection un calendrier raisonnable de déploiement des MMR complémentaires attendues d'être mises en place, pour supprimer les effets thermiques affectant les bâtiments / locaux supra occupés par des tiers. En tout état de cause, le déploiement de ces MMR complémentaires ne devra pas excéder 18 mois à compter de la notification du présent arrêté.

## **Article 8 - Délais et voies de Recours-Publicité-Exécution**

### **CHAPITRE 8.1 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **CHAPITRE 8.2 - PUBLICITÉ**

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté complémentaire environnemental est déposée à la mairie de Châteauneuf-sur-Charente et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Châteauneuf-sur-Charente pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Charente pendant une durée minimale de quatre mois.

### CHAPITRE 8.3 - EXÉCUTION

La sous-préfète de l'arrondissement de Cognac, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de Châteauneuf-sur-Charente sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société **TESSERON COGNAC** et dont une copie leur sera adressée.

Cognac, le 17 FEV. 2026

Pour le préfet et par délégation  
La sous-préfète de Cognac



Nathalie CLARENC

